Numéro du rôle : 4194
Arrêt n° 38/2008 du 4 mars 2008

A R R E T

En cause : la question préjudicielle concernant les articles 1er et 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, posée par le Tribunal du travail de Bruxelles.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Bossuyt et M. Melchior, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels et T. Merckx-Van Goey, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Bossuyt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par jugement du 4 avril 2007 en cause de Marc Van Eeckhoudt contre le centre public d'action sociale d'Overijse et en présence de Jeannine Wyns, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 13 avril 2007, le Tribunal du travail de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« Les articles 1er et 2, § 1er, 1^o, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale violent-ils le principe d'égalité et de non-discrimination en ce que le centre public d'action sociale de la commune dans laquelle est établi un établissement agréé au sens de l'article 2, § 1er, 1^o, de la loi n'est pas tenu d'intervenir pour les personnes ayant besoin d'assistance qui séjournent dans un tel établissement, alors que le centre public sur le territoire duquel se trouve un établissement non agréé est, quant à lui, tenu d'intervenir, même si cet établissement accueille des personnes appartenant à la même catégorie, ou à une catégorie comparable, que les personnes qui sont accueillies par les établissements énumérés à l'article 2, § 1er, 1^o, de la loi ? ».

Des mémoires ont été introduits par :

- le CPAS d'Overijse;
- Jeannine Wyns, demeurant à 3090 Overijse, Sint-Annastraat 102;
- le Conseil des ministres.

Le Conseil des ministres a également introduit un mémoire en réponse.

Par ordonnance du 19 décembre 2007, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 16 janvier 2008, après avoir invité le Conseil des ministres à s'expliquer à l'audience sur le fait, pour autant que la Cour ait pu le vérifier, d'une part, que l'article 20*bis* de la loi du 9 juillet 1971 « portant modification de la loi du 2 avril 1965 modifiant la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique » (*Moniteur belge*, 10 septembre 1971), tel qu'il a été inséré par la loi du 7 juin 1974 « modifiant la loi du 9 juillet 1971 portant modification de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique » (*Moniteur belge*, 17 août 1974), soit encore en vigueur et, d'autre part, que jusqu'à ce jour le Roi n'ait pas fixé de date à partir de laquelle il pourrait être mis fin, en exécution de l'article 20*bis* précité, à la dérogation, prévue à l'article 2 de la loi du 2 avril 1965, à l'égard des établissements non agréés pour handicapés et des maisons de repos non agréées pour personnes âgées.

A l'audience publique du 16 janvier 2008 :

- ont comparu :
- . Me P. Vanderosieren, avocat au barreau de Bruxelles, pour le CPAS d'Overijse;

. Me A. Dubois et Me K. Ceymeulen, avocats au barreau de Bruxelles, pour Jeannine Wyns;

. Me F. Judo *loco* Me D. Lindemans, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs A. Alen et P. Martens ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

Marc Van Eeckhoudt est administrateur provisoire d'A.T., qui a séjourné à l'hôpital psychiatrique Sint-Alexius de Grimbergen. En août 2001, A.T. a déménagé à la « Villa Wijns », à Overijse, une initiative privée de logement assisté, exploitée par Jeannine Wyns. Lorsque l'allocation d'invalidité d'A.T. s'est avérée insuffisante pour payer les frais de séjour à la « Villa Wijns », Marc Van Eeckhoudt a, au nom d'A.T., demandé au centre public d'action sociale (ci-après : CPAS) d'Overijse d'intervenir dans ces frais.

Le CPAS n'y a pas fait suite. Marc Van Eeckhoudt demande devant le Tribunal du travail de Bruxelles la condamnation du CPAS au paiement des dettes d'A.T. envers Jeannine Wyns. Le CPAS affirme qu'il n'est pas compétent pour accorder en l'espèce une aide sociale, compte tenu des articles 1er et 2, § 1er, 1^o, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale.

En vertu de ces dispositions législatives, il appartient en principe au CPAS du lieu de séjour de la personne qui a besoin d'assistance d'accorder une aide sociale, à moins que cette personne ait été admise dans l'un des établissements énumérés à l'article 2, § 1er, 1^o, auquel cas l'octroi du secours incombe au CPAS de la commune dans laquelle l'intéressé était inscrit au moment de l'admission dans un tel établissement. Il n'est pas contesté que la « Villa Wijns » ne puisse, à défaut d'agrément, être considérée comme un de ces établissements. Le CPAS fait toutefois valoir qu'il y a une discrimination entre les CPAS d'une commune où est établi un établissement agréé au sens de l'article 2, § 1er, 1^o, de la loi du 2 avril 1965 et les CPAS des communes ayant sur leur territoire d'autres établissements dans lesquels séjournent des personnes qui se trouvent pourtant dans une situation comparable.

Le Tribunal du travail constate que le législateur n'applique pas de manière absolue le critère de l'agrément prévu par l'article 2, § 1er, 1^o, de la loi du 2 avril 1965, par exemple lorsqu'il s'agit de mineurs, pour lesquels c'est la compétence du CPAS dans lequel le jeune est inscrit au registre de population qui s'applique, même lorsqu'il s'agit d'une admission dans n'importe quel établissement ou chez des personnes privées. Le Tribunal décide dès lors de poser la question préjudicielle mentionnée ci-dessus.

III. *En droit*

- A -

A.1. Le centre public d'action sociale (ci-après : CPAS) d'Overijse observe que plusieurs affaires comparables, pour lesquelles la réponse à la question préjudicielle est attendue, sont encore pendantes devant le tribunal du travail.

La partie défenderesse devant le juge *a quo* estime que le critère de l'agrément n'offre pas de justification raisonnable pour la distinction dénoncée.

Le CPAS se réfère au jugement *a quo*, dans lequel le juge constate déjà que le législateur n'applique pas de manière absolue le critère de l'agrément, par exemple lorsqu'il s'agit de mineurs. Le CPAS ajoute que la loi du 7 juin 1974 fait également une exception à l'égard des établissements non agréés pour handicapés.

Dès lors qu'au fil des ans un grand nombre d'exceptions à la règle générale ont été instaurées, y compris à l'égard des établissements non agréés, il y a lieu, selon le CPAS, de prévoir également une exception à l'égard des CPAS des communes ayant sur leur territoire des établissements non agréés dans lesquels séjournent des personnes qui font partie de la même catégorie ou d'une catégorie comparable de personnes par rapport à celles admises dans les établissements énumérés à l'article 2, § 1er, 1^o, de la loi du 2 avril 1965.

Le CPAS soutient enfin que le critère de l'agrément ne permet pas la répartition des charges financières, lesquelles pèsent de manière particulièrement lourde sur le budget de la commune et pour lesquelles le CPAS ne reçoit pas le moindre remboursement des pouvoirs publics.

A.2. Après un exposé des faits de la cause sur le fond, Jeannine Wyns observe que la question préjudicielle n'a pas d'intérêt pour elle. Elle n'a pas demandé l'intervention du CPAS. Pour Jeannine Wyns, la procédure devant la Cour constitutionnelle peut avoir pour seul effet qu'elle pourra prendre connaissance de la décision de la Cour.

A.3.1. Le Conseil des ministres observe qu'à l'origine une exception à la règle de base selon laquelle le CPAS doit intervenir là où séjourne la personne qui a besoin d'assistance n'a été faite qu'à l'égard des CPAS des communes ayant un « établissement psychiatrique fermé » sur leur territoire, parce que le législateur n'a pas jugé raisonnable de charger les communes ayant ce type d'établissement d'octroyer une aide sociale aux personnes pour lesquelles il serait nécessaire de rechercher des informations sur leur situation et sur d'éventuels débiteurs d'aliments dans l'ensemble du pays.

Le Conseil des ministres rappelle les diverses modifications apportées aux dispositions en cause. La loi du 9 juillet 1971 a introduit de nouvelles exceptions, afin de donner satisfaction aux communes ayant sur leur territoire une importante infrastructure sociale ou médicale, comme des hôpitaux, des maisons de repos, des homes pour enfants, des prisons, etc. Ensuite, l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 a offert au Roi la possibilité de désigner encore d'autres établissements, possibilité dont le Roi a fait usage à l'égard des établissements de repos et de soins agréés, des maisons de soins psychiatriques agréées et des initiatives d'habitation protégée. Enfin, la loi du 20 mai 1997 y a ajouté les résidences-services et les complexes résidentiels agréés.

A.3.2. Le Conseil des ministres fait valoir que le CPAS n'a pas d'intérêt à la réponse à la question préjudicielle, dès lors que celle-ci porte sur une discrimination virtuelle entre administrations publiques, alors que le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination concerne le rapport entre l'autorité et les citoyens. Pour la personne qui a besoin d'assistance, peu importe quel CPAS est territorialement compétent. Le Conseil des ministres déclare toutefois ne pas développer cette exception plus avant, notamment parce que la Cour doit traiter les questions préjudicielles indépendamment de l'intérêt que peut avoir une partie à un moyen qu'elle fait valoir dans l'instance principale.

A.3.3. Selon le Conseil des ministres, l'agrément des établissements est un critère objectif, qu'il est facile de constater et qui démontre que l'établissement concerné répond à une série d'exigences qui concernent le personnel, l'encadrement, la structure, la sécurité, etc.

Le Conseil des ministres expose que, en prévoyant des exceptions, le législateur a voulu apporter un éclaircissement à l'égard des communes ayant certaines catégories d'établissements sur leur territoire.

A l'estime du Conseil des ministres, le critère est pertinent par rapport à l'objectif du législateur, dès lors qu'il ne saurait être nié que le fait que le CPAS qui serait normalement compétent soit soustrait à l'obligation d'octroi de secours entraîne la dispersion des charges financières correspondantes.

Le Conseil des ministres estime qu'il n'est pas question d'un quelconque caractère manifestement déraisonnable de la mesure à la lumière des objectifs et de ses effets. Il ajoute que le CPAS ne fait pas le moindre effort pour démontrer qu'il y aurait une disproportion manifeste.

Le Conseil des ministres observe que dans la plupart des cas, l'agrément de l'établissement est requis. La comparaison citée par le juge *a quo* et le CPAS en ce qui concerne la situation des mineurs n'est pas pertinente, selon le Conseil des ministres, dès lors qu'il ne s'agit pas d'un mineur en l'espèce. Pour ce qui concerne les mineurs, il n'est pas fait de distinction entre établissements agréés et non agréés, dès lors que tous les établissements entrent en ligne de compte, de même que les particuliers qui accueillent des mineurs. Le Conseil des ministres ajoute encore que le simple fait que le critère de l'agrément soit écarté dans la situation spécifique des mineurs ne suffit pas en soi pour conclure à une disproportion manifeste. Le contexte de l'admission des mineurs est, selon le Conseil des ministres, à ce point différent de celui des majeurs qu'un traitement différencié n'est pas discriminatoire.

En ce qui concerne les personnes qui séjournent dans les établissements visés à l'article 2, § 1er, 1^o, de la loi du 2 avril 1965, il convient de constater, selon le Conseil des ministres, que le législateur a toujours veillé à une certaine forme de contrôle préventif de qualité, en manière telle que seuls les établissements offrant une certaine qualité peuvent donner lieu à l'application de l'exception que contient cet article. Le Conseil des ministres soutient encore que lorsque l'intéressé fait lui-même le choix de séjourner dans un des établissements faisant partie des catégories énumérées à l'article 2, § 1er, 1^o, de la loi du 2 avril 1965, le critère de l'agrément joue toujours (sauf dérogation par le Roi).

Le Conseil des ministres dit ne pas voir pourquoi il serait disproportionné et contraire à l'objectif du législateur de prévoir uniquement une prise en charge par le CPAS « d'origine » lorsqu'une personne s'installe sur une base volontaire dans un établissement agréé. Le critère de l'agrément et du volontariat permet en outre aux autorités compétentes de conserver un aperçu des capacités d'admission des établissements concernés et des conséquences financières de l'obligation de prise en charge.

A.3.4. Le Conseil des ministres soutient en ordre subsidiaire que, si la Cour devait estimer qu'il y a des motifs pour admettre également au titre d'exception les établissements non agréés, il reviendrait au Roi de désigner, le cas échéant, d'autres établissements sur la base de l'arrêté royal précité n^o 244 du 31 décembre 1983. La discrimination invoquée ne serait donc en aucun cas imputable à la loi elle-même, de sorte que la question préjudicielle appelle en tout état de cause une réponse négative.

- B -

B.1. Le juge *a quo* pose une question préjudicielle au sujet de la compatibilité avec le principe d'égalité et de non-discrimination des articles 1er et 2, § 1er, 1^o, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale.

B.2. L'article 1er de la loi du 2 avril 1965 dispose :

« Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° 'centre public d'aide sociale secourant' : le centre public d'aide sociale de la commune sur le territoire de laquelle se trouve une personne qui a besoin d'assistance, dont ce centre public d'aide sociale a reconnu l'état d'indigence et à qui il fournit des secours dont il apprécie la nature et, s'il y a lieu, le montant;

[...] ».

L'article 2, § 1er, 1°, de la même loi dispose :

« § 1er. Par dérogation à l'article 1er, 1°, le centre public d'aide sociale de la commune dans le registre de population ou des étrangers ou le registre d'attente de laquelle l'intéressé était inscrit à titre de résidence principale au moment de son admission dans un établissement ou chez une personne privée mentionnés ci-après, est compétent pour accorder les secours nécessaires, si l'assistance est requise :

1° lors de l'admission ou pendant le séjour d'une personne :

soit dans un hôpital psychiatrique;

soit dans un établissement agréé pour handicapés;

soit, s'il s'agit d'un mineur d'âge, dans un établissement pour enfants ou chez une personne privée qui l'héberge à titre onéreux;

soit dans une maison de repos agréée pour personnes âgées soit dans une résidence-service ou un complexe résidentiel proposant des services, pour autant que ces établissements aient été agréés en tant que tels par l'autorité compétente;

soit dans un établissement, de quelque nature que ce soit, où cette personne réside obligatoirement en exécution d'une décision judiciaire ou administrative;

soit dans d'autres établissements déterminés par le Roi;

soit dans un établissement ou une institution agréé par l'autorité compétente, pour accueillir des personnes en détresse et leur assurer temporairement le logement et la guidance;

soit dans une maison de repos et de soins agréée ».

B.3. Le juge *a quo* demande à la Cour s'il est discriminatoire que le centre public d'action sociale (ci-après : CPAS) de la commune dans laquelle est établi un établissement agréé au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965 ne soit pas tenu d'intervenir

pour les personnes ayant besoin d'assistance qui séjournent dans un tel établissement, alors que le CPAS de la commune sur le territoire de laquelle se trouve un établissement non agréé est, quant à lui, tenu d'intervenir, même si cet établissement accueille des personnes appartenant à la même catégorie, ou à une catégorie comparable, que les personnes qui sont accueillies par les établissements énumérés à l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965.

B.4.1. Le Conseil des ministres fait valoir, à titre d'exception, que la question préjudicielle porte sur une discrimination virtuelle entre des administrations publiques, alors que le principe d'égalité et de non-discrimination concernerait uniquement le rapport entre l'autorité et les citoyens. Le CPAS en question n'aurait dès lors pas intérêt à la réponse à la question préjudicielle.

B.4.2. Indépendamment du fait qu'il appartient en principe au juge qui pose une question préjudicielle de décider si la réponse à cette question est nécessaire à la solution du litige qu'il doit trancher, il convient d'observer en l'espèce que les CPAS peuvent, eux aussi, se prévaloir des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.4.3. L'exception est rejetée.

B.5. Le litige devant le juge *a quo* concerne une personne qui, après avoir séjourné dans un hôpital psychiatrique, a déménagé dans une institution d'accueil que le juge qualifie d'institution de « logement assisté ». Le juge *a quo* considère que le créateur de cette institution d'accueil « ne peut se voir reprocher de ne pas avoir demandé l'agrément qu'il ne pouvait obtenir ». Le juge *a quo* n'indique pas explicitement quelle catégorie d'établissements visés à l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965 est en cause en l'espèce. Dans le jugement de renvoi, il fait toutefois référence à l'arrêté royal du 17 mars 1994, qui dispose que « l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965 [...] est applicable lors de l'admission ou pendant le séjour d'une personne dans une maison de soins psychiatriques ou dans une initiative d'habitation protégée, pour autant que ces infrastructures soient agréées par l'autorité compétente », mais pose une question sur l'ensemble de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965, disposition législative qui relève de la compétence de la Cour.

B.6. La réponse à la question préjudicielle, qui porte en particulier sur la distinction entre établissements agréés et non agréés au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965, requiert un examen de l'ensemble du contexte et de l'historique de cette disposition législative, modifiée à plusieurs reprises.

B.7.1. La loi du 2 avril 1965 (*Moniteur belge*, 6 mai 1965) détermine quel CPAS est chargé d'octroyer l'aide sociale aux personnes et quelle autorité prend finalement en charge les frais de ces interventions. Par cette loi, le législateur a voulu mettre fin au régime de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique, qui était considéré comme trop complexe. Les dispositions adoptées par le législateur de 1891, visant à répartir les charges le plus justement possible entre les commissions d'assistance publique, avaient en effet suscité un grand nombre de litiges entre les commissions et entraîné d'importants frais d'administration (*Doc. parl.*, Chambre, 1960-1961, n° 703/1, p. 2, et *Doc. parl.*, Sénat, 1964-1965, n° 193, p. 1).

B.7.2. En vertu de la loi du 2 avril 1965, le secours était en principe accordé, comme précédemment, par la commission dite « secourante » de la commune sur le territoire de laquelle se trouve une personne ayant besoin d'assistance.

Une seule exception à cette règle de base était faite dans l'article 2 original : lorsque l'assistance était requise lors de l'admission ou pendant le séjour d'une personne dans un établissement psychiatrique fermé, la commission d'assistance publique de la commune dans laquelle la personne accueillie était inscrite dans les registres de population au moment de l'accueil dans cet établissement continuait à devoir être considérée comme la commission secourante. Cette exception a été décidée sur la base d'un amendement au projet de loi et était dictée par le souci d'éviter que les commissions des communes ayant un établissement accueillant des malades mentaux « soient amenées à établir les dossiers et à recueillir un grand nombre de renseignements administratifs [...] » (*Doc. parl.*, Sénat, 1964-1965, n° 193, p. 3).

B.8.1. Par l'article 2 de la loi du 2 avril 1965, remplacé intégralement par l'article 3 de la loi du 9 juillet 1971 « portant modification de la loi du 2 avril 1965 modifiant la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique » (*Moniteur belge*, 10 septembre 1971), des exceptions supplémentaires ont été instaurées à l'égard des personnes séjournant dans certains

établissements ou chez certaines personnes, cette fois non pas sur la base de considérations administratives mais « en vue de rendre plus équitable la répartition des frais » à l'égard des commissions secourantes d'assistance publique des communes sur le territoire desquelles « sont établis des hôpitaux, maternités, maisons de repos pour personnes âgées, homes pour enfants, établissements pénitentiaires, etc. » (*Doc. parl.*, Sénat, 1969-1970, n° 654, p. 2, et *Doc. parl.*, Chambre, 1970-1971, n° 1015/2, p. 3). L'objectif n'était toutefois pas de procéder à « un retour au passé qui imposerait au domicile de secours le remboursement des frais de l'assistance accordée aux indigents placés dans les établissements psychiatriques fermés, les instituts médico-pédagogiques, les maisons de repos et les homes pour enfants » (*Doc. parl.*, Sénat, 1969-1970, n° 654, p. 2).

B.8.2. L'article 2 de la loi du 2 avril 1965, remplacé par la loi du 9 juillet 1971, énonçait :

« § 1er. Par dérogation à l'article 1er, 1°, la commission d'assistance publique de la commune dans le registre de population ou des étrangers de laquelle l'intéressé était inscrit à titre de résidence principale au moment de son admission dans un établissement ou chez une personne privée mentionnés ci-après, est compétente pour accorder les secours nécessaires, si l'assistance est requise :

1° lors de l'admission ou pendant le séjour d'une personne :

soit dans un établissement psychiatrique fermé;

soit dans un établissement agréé pour handicapés;

soit, s'il s'agit d'un mineur d'âge, dans un établissement pour enfants ou chez une personne privée qui l'héberge à titre onéreux;

soit dans une maison de repos agréée pour personnes âgées;

soit dans un établissement, de quelque nature que ce soit, où cette personne réside obligatoirement en exécution d'une décision judiciaire ou administrative;

[...] ».

L'article 6 de la loi du 2 avril 1965, remplacé par la loi du 9 juillet 1971, disposait :

« Est inopérant pour l'acquisition d'un nouveau domicile de secours le séjour, en qualité d'indigent ou non, soit dans un établissement de soins, soit dans un établissement ou chez une personne privée visés à l'article 2, § 1er, de la présente loi ».

B.9. Lorsque, en réponse à des questions parlementaires, le ministre de la Santé publique et de la Famille eut précisé en 1972 que seules les maisons de repos agréées relevaient de l'application des articles 2 et 6 précités de la loi du 2 avril 1965, modifiés en 1971, une proposition de loi fut introduite parce que, selon son auteur, cette interprétation était « diamétralement opposée à l'intention du législateur », qu'elle « entraînera[it] des charges supplémentaires pour les commissions d'assistance publique sur le territoire desquelles se trouve une maison de repos non agréée pour personnes âgées » et parce qu'« il aurait été bien plus équitable de prévoir que les établissements disposant d'une autorisation provisoire tombent également sous l'application des articles 2 et 6 [...] » (*Doc. parl., Chambre, 1972-1973, n° 522/1, p. 2*).

C'est sur la base de cette proposition de loi que la loi du 7 juin 1974 (*Moniteur belge, 17 août 1974*) a inséré dans la loi du 9 juillet 1971 un article *20bis*, qui dispose :

« Par dérogation aux dispositions de la présente loi et jusqu'à une date fixée par le Roi, les établissements non agréés pour handicapés et les maisons de repos non agréées pour personnes âgées tombent sous l'application des articles 2 et 6 de la loi du 2 avril 1965 ».

L'article *20bis* précité, toujours en vigueur, n'a jamais fait l'objet d'un arrêté royal fixant la date visée dans cet article.

B.10. L'article 16 de l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 complète l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965 par un alinéa sur la base duquel le Roi peut encore ajouter d'autres établissements à l'énumération mentionnée dans cet article. Selon le rapport au Roi précédant l'arrêté royal n° 244, la justification qui avait été invoquée à l'époque pour l'exception de l'article 2, § 1er, 1°, s'appliquait tout autant aux CPAS « sur le territoire desquels se situent notamment des maisons d'accueil et des maisons de soins et de repos » (*Moniteur belge, 25 janvier 1984, p. 1030*).

L'arrêté royal du 10 août 1984 ajoute les établissements agréés pour accueillir des personnes en détresse ainsi que les maisons de repos et de soins agréées à l'énumération de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965 et ce, selon les considérations du préambule de cet arrêté, « pour des motifs d'équité » (*Moniteur belge*, 14 septembre 1984, p. 12720). L'arrêté royal du 17 mars 1994 précise que l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965 est applicable « lors de l'admission ou pendant le séjour d'une personne dans une maison de soins psychiatriques ou dans une initiative d'habitation protégée, pour autant que ces infrastructures soient agréées par l'autorité compétente » (*Moniteur belge*, 22 avril 1994, p. 10814).

B.11. Enfin, la loi du 20 mai 1997 remplace les mots « établissement psychiatrique fermé » de l'alinéa 1er de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965 par les mots « hôpital psychiatrique » et ajoute à l'alinéa 4 :

« soit dans une résidence-service ou un complexe résidentiel proposant des services, pour autant que ces établissements aient été agréés en tant que tels par l'autorité compétente » (*Moniteur belge*, 21 juin 1997).

B.12. La Cour doit vérifier si, sur la base de l'agrément de l'établissement concerné au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965, il se justifie d'opérer une distinction pour la détermination du CPAS compétent pour l'aide sociale des personnes séjournant dans de tels établissements.

B.13. Comme il a été exposé en B.7, le législateur de 1965 a confirmé l'hypothèse de départ de la loi du 27 novembre 1891 selon laquelle l'aide sociale est assurée par le CPAS de la commune sur le territoire de laquelle se trouve la personne ayant besoin d'assistance. La présence matérielle de l'intéressé sur le territoire d'une commune est donc en principe déterminante pour la compétence territoriale du CPAS de cette commune.

Dans un certain nombre de cas, le législateur s'est progressivement écarté de cette règle de base. Il a prévu à l'article 2, § 1er, 1°, que l'aide sociale pour une personne admise ou séjournant dans certains établissements ou chez certaines personnes est à charge du CPAS de la commune dans laquelle l'intéressé, au moment de son admission, était inscrit à titre de résidence principale dans le registre de population ou des étrangers ou dans le registre

d'attente. Sauf pour l'alinéa 1er, en ce qui concerne les hôpitaux psychiatriques, qui, comme il est indiqué en B.7.2, a été inséré pour des raisons administratives, les exceptions, comme le mentionne également le B.8.1, énumérées aux alinéas suivants de l'article 2, § 1er, 1°, sont dictées par des considérations d'équité, afin de ne pas faire porter exagérément sur les CPAS des communes ayant d'importants établissements d'accueil l'aide sociale pour les personnes qui y prétendraient lors de leur admission ou pendant leur séjour dans ces établissements.

B.14. Il peut raisonnablement être admis qu'il se justifie de faire une distinction sur la base de la nature de l'établissement concerné et, le cas échéant, de son agrément. Lesdits établissements ont été organisés par l'autorité elle-même ou agréés en tant que tels, auquel cas l'agrément constitue un critère objectif de distinction qui est pertinent en ce que l'agrément garantit généralement un certain niveau de qualité. En l'absence d'un critère objectif, comme en l'espèce l'agrément, il pourrait être porté atteinte de manière incontrôlée à la règle de base régissant la répartition des charges de l'aide sociale entre les CPAS.

Sans doute le législateur a-t-il habilité le Roi, par la loi du 7 juin 1974 mentionnée en B.9, à fixer une date jusqu'à laquelle les établissements pour handicapés non agréés et les maisons de repos pour personnes âgées non agréées tombent eux aussi sous l'application des articles 2 et 6 de la loi du 2 avril 1965. Il ne peut toutefois être reproché au législateur que cette disposition, conçue en tant que mesure transitoire, n'ait pas conduit, dans l'intervalle, à un arrêté royal qui aurait pu mettre fin à cette mesure transitoire.

Enfin, il n'est pas disproportionné, en vue d'assurer une répartition plus équitable des frais de l'aide sociale entre les CPAS et sans compromettre la règle de base elle-même, de prévoir un certain nombre d'exceptions pour les CPAS des communes dans lesquelles sont situés des établissements agréés où peuvent séjourner un grand nombre de personnes qui pourraient prétendre à une aide sociale.

Il faut certes observer avec le juge *a quo* qu'une exception est également faite à l'égard des mineurs (article 2, § 1er, 1°, alinéa 3) et ce sans que l'établissement ou la personne privée chargés du logement doivent être agréés à cette fin. Il peut néanmoins être admis que les besoins spécifiques en possibilités d'admission de mineurs et l'ensemble du contexte dans lequel le placement des mineurs est réglé puissent justifier raisonnablement une exception sur ce point.

B.15. La question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

Les articles 1er et 2, § 1er, 1°, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 4 mars 2008.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

M. Bossuyt